

ÉCONOMIE

L'étonnant boom touristique dans un Liban exsangue

Malgré la situation de chaos et d'hyperinflation, le pays a reçu 2 millions de visiteurs cet été, dont beaucoup issus de la diaspora.

REPORTAGE

MURIEL ROZELLER ET SYBILLE RIZK @MurielRozeller @sybillerizk BEYROUTH

MOYEN-ORIENT Barbotant dans l'une des piscines de Lazy B, une plage privée du sud du Liban, on pourrait se croire à Ibiza ou à Mykonos. Pas question de faire des loins, lunettes de soleil sur le nez et bikini dernier cri sur les fesses, tandis que la moussou s'occupe plus loin des enfants, on contemple le soleil se coucher sur la mer en contrebas, ou personne ne se baigne.

En cette fin de journée, ce sont des Libanais de la diaspora venus passer l'été au Liban qui forment le gros des visiteurs. Quelques touristes arabes s'y greffent également. « Vous faites quoi ce week-end ? » Interroge la jordanaïenne qui hésite à se glisser dans l'eau du bassin. Comme elle, la plupart s'enqu岸ent des derniers restaurants à la mode ou de maisons d'hôtes à streiner. « On a la pour s'amuser », témoigne celle qui est venue ici en vacances avec son mari émirien et leurs deux enfants à l'invitation d'amis libanais. « Ce soir, on fait la fête ; demain, on sera dans le Chouf (région montagneuse du centre du pays, NDLR) : c'est super sympa et tellement beau », célèbre-t-elle.

En tout, le ministère du Tourisme évalue la saison à deux millions de visiteurs, soit 40 % environ de la population résidente (composée par un tiers de réfugiés syriens). Un pic de fréquentation qui devrait porter les recettes touristiques à un niveau proche de celui d'avant la crise de 2019. « Un boom très relatif », commente prudemment Naji Morkos, fondateur d'Hodeima, un cabinet de conseils en hôtellerie et restauration. L'augmentation du nombre de visiteurs est évidemment positive pour le pays, mais elle s'apparente à une simple piqûre d'amphétamine : il n'y a pas de sortie de crise en vue.

Exceptions faites de quelques lieux idylliques, le plus souvent réservés à l'hôtellerie, la restauration ainsi qu'au monde de la fête et du luxe, la pauvreté saute partout aux yeux. Impossible d'y échapper : dès l'arrivée à l'aéroport de Beyrouth dont la déliquescence - à défaut d'entretien - contraste avec les panneaux d'affichage paradisiaques accueillant les touristes. L'économie est tombée au tiers de son niveau de 2019,

les institutions et les services publics y compris l'école se sont effondrés.

La plupart des résidents sont exclus de ces agapes estivales, ne parvenant plus à joindre les deux bouts au quotidien. Même ceux qui complètent leurs revenus en dollars, la livre libanaise ayant perdu 98 % de sa valeur, sont touchés tant l'inflation est exponentielle (+171,2 % en 2022 selon la Banque mondiale, l'un des taux les plus élevés au monde) dans un pays dont la structure productive a été dévastée par trois décennies de politique économique et sociale désastreuse et qui importe quasiment tous ses besoins de consommation. « Avec le même budget de vacances, on aurait pu se payer un séjour aux Bahamas », s'étrangle une architecte expatriée en Suisse avec mari et enfants au lendemain de l'explosion au port de Beyrouth le 4 août 2020, la catastrophe ayant poussé au départ nombre de Libanais qui en avaient les moyens. Mais elle n'a guère le choix si elle veut maintenir le lien entre ses enfants et ses parents âgés. « C'était parfois plus cher qu'à Genève, un comble ! »

171,2 %
Taux d'inflation au Liban l'an dernier, l'un des plus élevés au monde

La facture d'un restaurant avoisine ainsi les 30 à 50 dollars par personne. « En la capitale libanaise et Tripoli (deuxième grande ville du pays, NDLR), les écarts de prix varient de 1 à 10 ! Ils jouent même entre quartiers de Beyrouth : il n'y a plus aucune logique hormis la captation de microclientèles de riches ou d'expatriés », s'envoie en son tour un Franco-Libanais, en vacances cet été dans son pays d'origine, qu'il a, lui, quitté pendant la guerre civile (1975-1990).

D'autant que tout ou presque est maintenant libellé en dollars. L'économie informelle dollarisée représente la moitié du PIB libanais, estime la Banque mondiale. Le projet de budget 2024, qui couvre à peine les salaires et traitements des agents publics alors que les besoins sont massifs, indexe les recettes sur la consommation au taux de change sans aucune mesure pour rééquilibrer une fiscalité

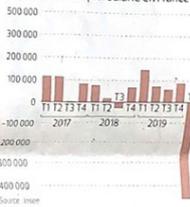
extrêmement régressive tandis que la dollarisation de certaines taxes, impôts et services fournis par l'État, notamment l'eau et l'électricité, est envisagée. Des parlementaires préparent même une loi pour reconnaître la devise américaine comme monnaie officielle au Liban. Et ce alors que le pays souffre d'un déficit extérieur structurel et qu'aucune politique économique n'est mise en œuvre pour le combler.

Politique de l'autruche

Plutôt que de procéder à la restructuration d'un secteur financier dont la faillite restera dans les annales mondiales et d'entamer la restructuration des finances publiques, les autorités ont choisi la politique de l'autruche. Aucune mesure prévue dans un accord préalable signé avec le FMI en avril 2022, qui devait débloquer une facilité de crédit de 3 milliards de dollars, n'a été appliquée. Le laisser-faire a des conséquences sociales dramatiques, mais les intérêts de l'oligarchie au pouvoir sont préservés. L'économie continue de tourner en puisant dans l'épargne en devises des déposants, logée à la banque centrale, dont il ne reste plus que 7 milliards de dollars contre une trentaine de milliards au début de la crise. La Banque centrale y puise discrètement de quoi subventionner les importations ou même les salaires des fonctionnaires.

Mais ce modèle ne contribue en rien au développement de l'économie, c'est même l'inverse qui se produit. « À défaut de contrôle des capitaux qui est le corollaire indispensable de la dollarisation officielle lorsque cette politique entend servir à canaliser les capitaux vers l'investissement, ces flux ne font qu'entretenir le cercle vicieux de la consommation excessive et de l'inflation », relève Siham Rizkallah, professeur associée à la faculté de sciences économiques de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth. En 2022, les importations ont d'ailleurs retrouvé leur niveau d'avant la crise pour atteindre la valeur record de 19 milliards de dollars. Au moment où les « expats » libanais quittent leur pays d'origine, beaucoup de ceux qui leur disent adieu avouent avoir peur de l'été, ou du vide politique - le pays est sans président de la République depuis octobre 2022 - et l'absence de réformes économiques obscurcissent chaque jour davantage leur horizon. ■

Au deuxième trimestre 2023, l'emploi salarié est quasi stable



Infographie LE FIGARO

redressent marges

menter leurs marges au-delà de ce qui était nécessaire pour absorber l'augmentation des coûts ».

Cette boucle prix-profit était jusqu'ici surtout observée en Allemagne. Dans un billet du début de l'été, Agnès Benassy-Quéré en relativisait la portée en France. Malgré les profits records de certaines entreprises et la situation particulière de l'agroalimentaire, la sous-gouvernance de la Banque de France notait que si les marges des entreprises avaient progressé en 2022, c'était essentiellement pour revenir à leur niveau de 2018. « Il semble exister un écart important entre ce froid constat statistique et le "ressenti" d'une nette hausse des marges des entreprises au détriment des travailleurs », concluait l'économiste.

Hausse des salaires

La France pourrait alors se retrouver rattrapé par cette tendance d'une inflation soutenue par les profits, même si la productivité du travail entre aussi en ligne de compte et que la situation varie beaucoup d'un secteur à l'autre. Au-delà des entreprises du secteur de l'énergie, les industriels de l'agroalimentaire sont également montés du doigt en raison de leur reticence à repercuter dans les rayons les baisses de prix des matières premières. En revanche, le phénomène apparaît très minoritaire dans les services.

La dynamique d'augmentation des salaires, prévue en France autour de 4,8 % cette année, devrait surtout rapidement rééquilibrer le partage de la valeur en faveur du travail, ces prochains mois. A.G.



➤ Nous créons des emplois et l'objectif est de créer des emplois toujours mieux qualifiés et mieux rémunérés

BRUNO LE MAIRE, MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, SUR FRANCEINFO

21 000 emplois créés en France au deuxième trimestre 2023

33,2 % taux de marge des entreprises françaises au deuxième trimestre 2023

Des vacanciers se baignent sur une plage près du village de Tehoum, dans le nord du Liban, le 12 juillet.

JOSEPH ED/APP

